

Communiqué de presse

Matoury, le 25 janvier 2013

CLASH entre la délégation des armateurs et pêcheurs guyanais et l'ETAT

Lors de la réunion qui s'est tenue ce jour à 15h00 à la préfecture avec l'Etat, la délégation syndicat PAPAP et CRPMEM Guyane représentant les armateurs et pêcheurs guyanais, à la demande du préfet, a commencé à présenter les six points de revendications de la profession.

Concernant la 1ère revendication : aucune réponse précise n'a été apportée à la mise en place d'un plan de lutte effectif immédiat et pérenne permettant la suppression totale de la pêche étrangère illégale qui sévit depuis plus de dix ans dans les eaux guyanaises,

Concernant la 2e revendication : considérant que la pêche étrangère illégale génère une perte de revenus considérable des professionnels et une pression renforcée sur la ressource halieutique dans les eaux guyanaises, les pêcheurs et armateurs demandent que l'Etat mette en place un fonds d'aide financière d'urgence d'un montant de 3 millions d'euros permettant le sauvetage et le redémarrage immédiat des activités des professionnels de la mer.

L'Etat, au mépris de la gravité de la situation de crise que traversent les armateurs et les pêcheurs, s'est permis de faire des plaisanteries de mauvais goût mais encore plus grave de manquer totalement de respect aux personnes faisant partie de la délégation.

D'ailleurs, le Président de région, ainsi que d'autres élus et des organisations professionnelles venus pour soutenir la plate-forme revendicative des armateurs et pêcheurs, lors de sa prise de parole a fait remarquer qu'il était indigne qu'une telle situation perdure et mal placé de plaisanter alors que toute la filière pêche souffre. La délégation complètement choquée par les propos tenus par l'Etat et l'administration de tutelle a quitté sur le champ la préfecture.

Il n'est plus possible de mépriser toute une filière faisant travailler plus de 3.000 personnes en minimisant tous les problèmes liés en grande partie à cause d'une pêche illégale étrangère qui perdure depuis plus de dix ans. L'Etat est responsable de cet état de fait.

Il n'est plus possible d'occulter les cas quotidiens de pêcheurs qui se font braquer, ligoter, tabasser, menacer avec des armes à feu, dépouiller, voler, cela s'appelle : ACTES DE PIRATERIES. L'Etat est responsable de cet état de fait.

Il n'est plus possible de travailler à perte, les navires revenant à vide de leur campagne de pêche pour la simple et bonne raison que plus de trente bateaux illégaux des pays voisins pêchent dans nos eaux, avec des filets de plus de 10 km et raflent tout au passage. Et, qu'ils prennent même le luxe d'appeler les pêcheurs guyanais par radio pour leur dire de ne pas jeter leur filet dans la zone car ils gêneraient leurs prélèvements... illégaux !! L'Etat est responsable de cet état de fait.



Une journée de **mobilisation des armateurs et pêcheurs** est prévue ce **samedi 26 janvier 2013 au marché**, place du coq, à Cayenne à partir de **7h00** pour expliquer à la population guyanaise la légitimité de leurs doléances et la suite qu'ils comptent donner à leur mouvement.

D'ores et déjà, les quelques navires sortis ont reçu la consigne de rentrer, dans les meilleurs délais, dans leur port d'embarquement.

Soyez nombreux à nous soutenir, nous ne pouvons pas laisser le 3e secteur économique guyanais mourir sans ré-agir !!!

Contact presse :

Tél : 0594 38 79 85

E-mail : papap.guyane@gmail.com / crpmem.guyane@yahoo.fr

AVEC LE SOUTIEN DU



Crpmem
GUYANE